

« Nous citoyens du Nord Pas de Calais, nous disons non, au traité constitutionnel européen, nous voulons une autre Europe celle des droits sociaux, l'Europe sociale! »

Ce traité constitutionnel qui consacre : « un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée. (Article I-3 » **ou encore** « L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants : b) l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur ; (Article I-13) », **n'est pas le nôtre.**

- C'est au nom de la concurrence et du profit que se font les délocalisations massives et le dumping social, c'est au nom du coût du travail que le Medef trouve trop élevé en France qu'ont eu lieu les contre réformes des retraites et de l'assurance maladie. C'est au nom de la concurrence que la droite française, comme l'ont fait d'autres gouvernements réactionnaires européens veut profondément modifier le code du travail et les conventions collectives nationales, considéré comme un obstacle à la libre concurrence !
- C'est au nom de cette compétence exclusive que se négocie l'accord général sur le commerce de service qui menace tous les services publics, la Directive Bolkestein qui menace tout le droit du travail !
-

Nous ne voulons pas de ce traité qui dicte « l'instauration d'une politique économique conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre. (III-177) » **Cette liberté là c'est la liberté du renard dans le poulailler, c'est la liberté totale pour le patronat, c'est la régression sociale pour les salariés les chômeurs les retraités !**

Nous ne voulons pas de ce traité qui impose que : « Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment aux règles de concurrence, (III-166) » **au contraire nous voulons l'extension des services publics en Europe et nous considérons que la santé, l'éducation, l'énergie, la sécurité sociale, l'eau, le logement, la culture etc.. sont des biens communs de l'humanité qu'il faut à tout prix préserver, en s'opposant à leur marchandisation.**

Nous savons que : « La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées ont la primauté sur le droit des États membres. (Article I-6) » **et que les constitutions et réglementations nationales , seront modifiées, comme elles l'ont été par le passé , pour être conformes à ce texte supérieur.**

Nous ne voulons pas d'une Europe qui inscrit le droit à la vie au détriment du droit à l'avortement et la contraception.

Nous savons que : « Les modifications entrent en vigueur après avoir été ratifiées par tous les États membres » **et qu'il se trouvera toujours un état réactionnaire pour s'opposer à une modification positive pour les travailleurs de la constitution avec le vote à l'unanimité avec droit de veto dans le domaine social : c'est pourquoi nous opposons à cette Europe libérale dans la lutte et dans les urnes.**

Oui nous le réaffirmons : CETTE CONSTITUTION EUROPEENNE EST DANGEUREUSE ! et il n'est rien d'étonnant à ce que cette Constitution européenne ait été saluée avec « euphorie » par des Chefs d'Etat et de gouvernements à Rome. Ils se sont débarrassés des obligations sociales.

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence.

C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale poursuivie par le gouvernement Raffarin et dans chacun des pays de l'Union européenne.

Cette Europe-là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission ou la Banque centrale européenne. C'est cette Europe forteresse qui refuse le droit de vote aux étrangers non communautaires, qui s'attaque aux immigrés, aux sans papiers et exploite les peuples du Sud !

Nous avons créé un « *Comité unitaire d'initiatives Nord Pas de Calais pour un non au référendum constitutionnel* ». Et nous nous engageons à rechercher toutes les convergences avec toutes celles et ceux qui mènent un même combat.

Nous appelons à la constitution dans toutes les entreprises, les bureaux, universités, les localités, les quartiers des comités unitaires pour le NON au référendum sur le traité constitutionnel !

Rejoignez nous !

Nom Prénom	Adresse	Tel ou mail	signature

**« *Comité unitaire d'initiatives Nord Pas de Calais*
pour un non au référendum constitutionnel »**

Associations : ATTAC Lille, Institut Action et recherche sans frontières, revue ruade, cercle spinoza, ruptures nord pas de calais, Mouvement Autonome de l'immigration, CSP 59, collectif Afrique, le conseil départemental des associations familiales laïques du NORD (CDAFAL 59) et les associations locales de Raismes et de Beuvrages, ..

Syndicats : SUD santé sociaux, Union Locale CGT de Tourcoing, SNASUB FSU, Confédération Paysanne, SUD PTT, SUNDEP, USP, Union syndicale Solidaires.

Partis : LCR, JC Lille, Coordination communiste, les Alternatifs, PCF..

Individus et personnalités : Jean Gadrey (conseil scientifique attac), Nieddu Vladimir (SUD santé sociaux), Annick Batallan (militante des droits de l' homme), Franck Vandecastel (musicien), Marie Pierre Maupoint (Syndicaliste, inspectrice du travail), Teddy DEWOLF (militant CGT Védiorbis), Bertin Jean Paul (metallo CGT), Gabriella Marongiu (élue Conseil Régional), Danièle Lipp (SUD santé sociaux), Joël Dordain (militant chimie énergie CFDT), Frederic Flechon (Sundep), Papo Jean Jaques (militant ATTAC), Gillet Michel (metallurgiste), Jean Christophe Viseux (Comédien), Jan Pauwels (journaliste), Patrick Legrand (aiguilleur du ciel), Corrado Delfini (militant syndicaliste ANPE), Fabien Roussel (responsable PCF), Patrick Bertholle (militant SUD PTT), Olivier Marichez (porte parole LCR), Philippe Hérenguel (conseiller municipal boulogne), vincent handegon (agent territorial 62), Nathalie Willemetz, conseillère municipale Tourcoing (les Alternatifs) Pierre Joanny (inspecteur du travail Syndicaliste)...